

Prostitution : que pensent vraiment les Français.es en 2025 ?

Résultats du sondage Ipsos-bva pour la Fondation Scelles

21 novembre 2025

Au moment de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, la [Fondation Scelles](#) publie les résultats d'un sondage commandé auprès de l'institut [Ipsos-bva](#) sur l'opinion des Français.es à l'égard de la prostitution. Cette étude, réalisée en octobre dernier, met en lumière l'évolution des mentalités et des perceptions de la société face au phénomène prostitutionnel, 6 ans après la dernière enquête d'opinion sur cette thématique¹. Et, à l'approche du 10^e anniversaire de la loi 2016-444, elle permet aussi de connaître la position et les attentes des Français.es en matière de politique publique.

Que dit cette enquête ?

La perception de la prostitution : une sensibilité au phénomène et une inquiétude qui progressent

- Pour les personnes interrogées, **la prostitution est clairement identifiée à une violence (76%)** et un obstacle à l'égalité f/h (68%). 83% des Français.es pensent également que la prostitution a des conséquences graves sur la santé et le bien-être des personnes.
- Les évolutions de la prostitution, comme le développement de la prostitution des mineur.e.s et le rôle joué par les plateformes et les réseaux sociaux, sont perçues comme inquiétantes par les Français.es et appellent des réponses fortes : **pour 86% des personnes interrogées, la lutte contre la prostitution est devenue un sujet sur lequel il est important et urgent d'agir.**

La perception de la loi de 2016 : un soutien largement majoritaire

- La perception de la loi dans sa globalité est **positive : 92% disent que cette loi est « une bonne chose », dont 55% « une très bonne chose ».**
- Les Français.es font preuve d'un bon niveau de connaissance autour de la pénalisation des « clients » de la prostitution, mais **81% pensent encore que les personnes en situation de prostitution peuvent être poursuivies pour délit de racolage.**

¹ https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-01/les_francais_et_la_prostitution.pdf

Pour 9 Français.es sur 10, les « clients » sont responsables du système prostitutionnel

- 77% des personnes interrogées savent que l'achat d'actes sexuels est interdit en France et en comprennent les raisons. **Plus de 9 Français.e.s sur 10 (93%) pensent en effet que le « client » porte une responsabilité (entièrre ou partagée) dans le système prostitutionnel.**
- Pour autant, lorsqu'on les interroge sur les mesures à renforcer pour lutter contre la prostitution, les Français.es se disent **plus en faveur de la sensibilisation (95%) et de l'accompagnement des personnes** souhaitant quitter la prostitution (96%), que **pour la pénalisation des clients (75%)**.

Les positionnements des 18-30 ans : des clivages radicaux entre les femmes et les hommes

- Sur l'ensemble du sondage, les femmes et les hommes, tous âges confondus, expriment des perceptions différentes. Ainsi, **83% des femmes considèrent la prostitution comme une violence contre 69% des hommes**. Et les différences sont en core plus nettes quand il est question d'achat d'actes sexuels : **87% des femmes** mais seulement **67% des hommes demandent que l'on renforce les sanctions envers les “clients”**.
- On retrouve ces divergences, très accentuées, chez les moins de 30 ans. Les jeunes femmes se montrent particulièrement sensibles à la gravité du phénomène, davantage même que la moyenne générale des femmes : **97% des femmes de moins de 30 ans disent que la loi de 2016 est une bonne chose** ; de même 51% d'entre elles seraient choquées si elles apprenaient qu'un proche était “client”.
- Face à elles, les hommes de cette génération sont loin d'avoir la même approche. **Ils ne sont que 56% à considérer la prostitution comme une violence et 41% à penser qu'il est urgent de lutter contre la prostitution contre 59% des femmes de leur âge**. C'est d'autant plus inquiétant que **20% des garçons de cet âge ont déclaré avoir déjà eu une relation tarifée**.

Une large majorité de l'opinion publique soutient le modèle abolitionniste incarné par la loi de 2016-444 et identifie bien la responsabilité des “clients” prostitués dans le système prostitutionnel. Mais les fractures générationnelles et genrées confirment qu'il reste un travail essentiel de mise en œuvre de la loi, d'information, de prévention et de transformation culturelle pour qu'elle porte pleinement ses effets notamment chez les hommes de moins de 30 ans. En Suède, après quinze ans d'une mise en œuvre ambitieuse de la pénalisation de l'achat d'actes sexuels, le nombre d'hommes déclarant avoir acheté un acte sexuel était de 7,5%². En France, ce pourcentage est encore de 19%.

Contacts Presse pour la Fondation Scelles

Catherine Goldmann (cheffe de projet) : +33 6 58 03 61 95

Frédéric Boisard (relations presse) : +33 6 84 20 05 37

² “Prostitution Policy in Sweden : targeting demand”, swedish institute - Stockholm - 2019 - Page9